

CIDR

- Français - Activités - Programmes de développement - Dossiers pays -

Dossiers pays

BENIN - Données générales - Situation intérieure - Politique extérieure

CIDR

jeudi 10 juillet 2008

Source : Ministère des Affaires Etrangères

Dernière mise à jour : 12/07/07

Données générales

Données géographiques

Nom officiel : République du Bénin

Superficie : 112 622 km²

Population : 6,9 millions d'habitants

Capitale : Porto-Novo

Villes principales : Cotonou, Djougou, Parakou, Abomey

Langue officielle : Français

Monnaie : Franc CFA (100 FCFA = 0,15 euro)

Fête nationale : 1er août (proclamation de l'indépendance en 1960)

Données démographiques

Croissance démographique : 2,6 % par an (PNUD, 2005)

Espérance de vie : 54 ans (PNUD, 2005)

Taux d'alphabétisation : 33,6% (PNUD, 2005)

Religion(s) : Vaudou (61%), catholicisme (19%), islam (15%), protestantisme (3%), autres (2%)

Indice de développement humain (2002) : 0,421 / 162ème sur 177 pays (PNUD., 2005)

Données économiques

PIB : 4 milliards de dollars en 2004 (The EIU, 2005) (France : 1.520,8 milliards d'euros en 2002)

PIB par habitant : 420 dollars (The EIU, 2005) (France : 24.837 euros en 2002)

Taux de croissance : 3% en 2004 (The EIU, 2005)

Taux de chômage : nd

Taux d'inflation : 0,8% en 2004 (BCEAO, 2005)

Solde budgétaire : -5,4% du PIB en 2004 (UEMOA, 2005)

Balance commerciale (FOB) : -178 millions de dollars en 2004 (The E.I.U., 2005)

Principaux clients : Inde, Chine, Thaïlande, Indonésie, Italie (The E.I.U., 2005)

Principaux fournisseurs : Chine, France, Royaume-Uni, Thaïlande, Belgique, Italie (The E.I.U., 2005)

Part des secteurs d'activités dans le PIB : primaire : 36% ; secondaire : 14% ; tertiaire : 50% (Banque de France, 2004)

Exportations de la France vers le Bénin : 192 millions d'euros en 2004 (D.R.E.E, 2005)

Importations françaises du Bénin : 3,8 millions d'euros en 2004 (D.R.E.E, 2005)

Consulat de France : Cotonou

Communauté française au Bénin : 3 108 personnes immatriculées (+ environ 400 non immatriculées)

Communauté béninoise en France : Environ 7 000 personnes

Situation intérieure

Situation politique

- ▶ Après 18 ans de régime marxiste, le Bénin a effectué, à partir de 1990, une transition démocratique avec le départ volontaire du pouvoir du président Mathieu KEREKOU et l'élection démocratique de Nicéphore SOGLO qui s'en est suivie. Cette transition est aujourd'hui achevée et se traduit désormais par :
 - des élections démocratiques depuis la Conférence nationale de 1990 ;
 - des institutions qui fonctionnent de manière satisfaisante ; une vie politique marquée par la multiplication des partis (près d'une centaine) ;
 - les libertés individuelles et collectives qui ne connaissent pas d'atteintes sérieuses ; -* une presse qui jouit d'une liberté d'expression totale.

- ▶ L'élection présidentielle de mars 1996 a vu le retour de M. Mathieu KEREKOU au pouvoir. Il a été réélu en mars 2001 (le second tour de cette élection a été boycotté par les deux principaux candidats de l'opposition, MM. SOGLO et HOUNGBEDJI, qui contestaient les conditions de déroulement du premier tour). Marquant la mise en oeuvre effective du processus de décentralisation, les premières élections locales se sont déroulées en décembre 2002. Elles ont montré la stabilité de l'électorat, Cotonou revenant, toutefois, à l'ancien président SOGLO. Les élections législatives de mars 2003 ont donné la majorité aux partis de la mouvance présidentielle (65 sièges sur 83), avec le revirement du Parti du renouveau démocratique (PRD) d'Adrien HOUNGBEDJI, jusqu'alors dans l'opposition.

- ▶ Dans la perspective des élections présidentielles de mars 2006, le président KEREKOU avait procédé, le 4 février 2005, à un remaniement ministériel pour écarter du gouvernement un certain nombre de responsables politiques de premier plan, tous en mesure de briguer la présidence. Ne satisfaisant plus alors aux conditions d'éligibilité (deux mandats successifs déjà effectués et limite d'âge dépassée), le président Kerekou n'a pas souhaité faire modifier la Constitution pour se maintenir au pouvoir, confortant ainsi son image d'homme d'Etat attaché au respect du Droit et de la démocratie.

- ▶ Le premier tour de l'élection présidentielle s'est tenu le 4 mars 2006 et a été jugé crédible, juste et transparent par les observateurs internationaux présents au Bénin. M. BONI YAYI est arrivé en tête avec 35,64% des suffrages devant M. HOUNGBEDJI (24,13%), et M. AMOUSSOU (16,23%). Le deuxième tour a apporté une victoire indiscutable à M. BONI YAYI qui a été crédité de 74,52% des votes.

- ▶ Les Béninois ont voté massivement pour le changement, choisissant un candidat, n'appartenant pas à la classe politique traditionnelle. Né en 1952, M. Thomas BONI YAYI, le nouveau président béninois, a notamment suivi des études supérieures en France et occupé différentes fonctions à la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) entre 1975 et 1992, avant de diriger la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) de 1994 à 2006.

- ▶ La cérémonie d'investiture du président BONI YAYI a eu lieu le 6 avril 2006. Deux jours plus tard, il a nommé son gouvernement composé de technocrates de haut niveau, dont seulement 4 membres sur 25 appartiennent aux partis qui l'ont soutenu, durant la campagne de premier tour ou entre les deux tours de l'élection présidentielle. Non issu de la classe politique, jouissant d'une réputation de bon gestionnaire et d'homme intègre, le nouveau président du Bénin a fait campagne sur les thèmes du changement et de la moralisation de la vie publique. Depuis son entrée en fonction, il a effectivement placé son mandat sous le signe de la bonne gouvernance et du développement économique durable.

Situation économique

- ▶ Le Bénin dispose de peu de ressources naturelles dont la principale, le coton, est en crise. C'est un pays de commerce et de transit avec un secteur informel très développé. L'économie béninoise est vulnérable et dépend fortement de l'aide extérieure, avec un espoir de reprise économique dû aux récents changements politiques.
- ▶ Le Bénin est un pays côtier, possédant de vastes plaines fertiles relativement bien irriguées. Le pays ne possède pas de ressources naturelles et vit donc principalement de l'agriculture (36,9% du PIB et 53% de la population) et du commerce avec les pays voisins. Le secteur secondaire ne représente que 14,9% du PIB et le secteur tertiaire 48,2%. Avec un PIB par habitant de 400 dollars par an, le Bénin est un pays très pauvre classé dans la catégorie des PMA. Son indice de développement humain est de 0,42, ce qui le classe au 162ème rang sur 177 pays classés par le PNUD. Enfin 2,6 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté (défini comme 50% du revenu moyen) sur une population totale de 7,5 millions, ce qui représente un Béninois sur trois.
- ▶ La croissance économique s'est située entre 5 et 6%, de 1995 à 2002, mais a chuté à 2,8% en 2004, suite à plusieurs éléments défavorables. Elle est estimée à 3,4% pour 2005. Le taux d'accroissement naturel de la population étant de 3,5%, cela ne permet pas d'assurer une croissance positive du PIB par habitant. Le taux d'inflation est de 5,1% en 2005. Ce taux est supérieur au critère de convergence de 3% fixé par l'UEMOA. Il s'explique par la montée des prix du pétrole et des produits vivriers.
- ▶ La tendance au redressement devrait cependant prendre forme en 2006 et 2007, après le changement à la tête de l'Etat et l'arrivée de l'ancien président de la BOAD. Les prévisions de croissance sont de 4,1% pour 2006 et de 4,9% 2007. Les relations avec le Nigeria sont en voie de normalisation et le trafic du port de Cotonou est en train d'augmenter. Il persiste néanmoins une grande incertitude sur la production cotonnière. L'inflation devrait être contenue au dessous de 3%. La programmation budgétaire prévoit un déficit budgétaire « base versements hors-dons » de 5% du PIB, qui sera largement compensé par une augmentation de près de 80% des appuis budgétaires internationaux.

Politique extérieure

- ▶ La politique étrangère du Bénin, malgré un poids économique modeste au sein de l'UEMOA, le place en position d'arbitre dans le traitement des crises de l'Afrique de l'Ouest et d'appui dans le dispositif de l'ONU. En effet, la stabilité du Bénin depuis quinze ans, dans une sous-région de l'Afrique de l'Ouest secouée par de graves crises politiques, en fait un médiateur reconnu sur la scène internationale. Il est donc devenu un acteur recherché dans toutes les négociations, qu'elles soient politiques ou économiques.
- ▶ Le Bénin participe aux opérations de maintien de la paix menées par la CEDEAO et l'ONU. Il a déployé des contingents au Liberia, en Guinée-Bissau et est, actuellement le plus gros contributeur de troupes dans le cadre de la MICECI en Côte-d'Ivoire. Il participe à la MINUCI, opération de maintien de l'ordre mise en place par le Conseil de sécurité pour la Côte-d'Ivoire et vient d'envoyer un contingent de 750 hommes au sein de la MONUC en RDC. Son action résolue en faveur du maintien de la paix dans la sous-région lui a valu d'être retenu pour accueillir, à la fin de l'année 2004, l'exercice sur le terrain du cycle RECAMP IV, avec la participation des pays de la CEDEAO.
- ▶ Sur le plan économique, le Bénin est le porte-parole des pays ouest-africains producteurs de coton (avec le Burkina Faso, le Mali et le Tchad) qui ont entraîné l'échec de la négociation à l'OMC, à Cancun, sur le coton. Il continue d'être, à Genève, le pays moteur et revendicatif de ces négociations dont l'objectif est la disparition des subventions aux agriculteurs européens et surtout américains. Le Bénin a assuré, pendant deux ans, jusqu'en décembre 2005, la présidence du Conseil des ministres des finances de l'UEMOA. Par sa position géographique stratégique par rapport aux pays enclavés (Burkina Faso, Mali, Niger) et la bonne santé de son économie jusqu'en 2003, le Bénin est alors apparu comme "un maillon fort" de l'Union.

- ▶ Le Bénin, respectueux du droit international, a annoncé qu'il appliquerait la décision de la Cour internationale de justice qui attribue l'île de Lété au Niger. Le président BONI YAYI s'est obligé pendant ses deux premiers mois de mandat à entamer une série de visites régionales pour se présenter à tous ses homologues, dont la plupart avaient assisté à son investiture du 8 avril 2006. Il vient de rendre deux visites au président gabonais BONGO ONDIMBA et au président congolais SASSOU NGUESSO, président de l'Union africaine. De même, il vient d'assister, à Tripoli, au 8ème Sommet de la CEN-SAD.
- ▶ Enfin, le Bénin a fait de la francophonie l'un des axes de sa politique étrangère, en s'engageant très tôt dans la francophonie institutionnelle. Cotonou a accueilli, en 1995, le Sommet des chefs d'Etat des pays ayant le français en partage. Le Bénin joue un rôle important par l'intermédiaire des programmes de l'AUF et, sur le plan linguistique, par le développement du CEBELAE (centre béninois des langues étrangères) en direction du Nigeria, du Ghana et de la Guinée équatoriale. Plusieurs villes du Bénin sont membres de l'Association internationale des maires francophones (AIMF).

Relations bilatérales

Relations politiques

Les relations entre la France et le Bénin se sont resserrées depuis 1990. Plusieurs visites ont eu lieu ces dernières années :

- ▶ Le président de la République a effectué une visite officielle au Bénin en décembre 1995, en marge du Sommet de la francophonie.
- ▶ Le président KEREKOU est venu en France en visite officielle en octobre 1996, puis a été reçu par le président de la République, lors de nombreuses visites privées, notamment entre 1998 et 2002. Il a effectué une visite officielle du 9 au 12 décembre 2002. Il a, à nouveau, effectué une visite officielle en France, du 24 au 26 novembre 2005. Durant cette dernière visite en tant que président de la République du Bénin, le président KEREKOU a été honoré par l'ensemble de ses interlocuteurs français comme l'homme qui a permis l'ancrage de la politique au Bénin. Mme ALLIOT-MARIE, ministre de la Défense, s'était rendue au Bénin en décembre 2004, dans le cadre de « RECAMP IV ». Mme GIRARDIN, ministre déléguée à la Coopération, au Développement et à la Francophonie s'est rendu au Bénin les 3 et 4 septembre 2005, en compagnie de M. LAMOUR, ministre de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative. Plus récemment, M. BAS, ministre délégué chargé de la Sécurité sociale, de la Famille, des Personnes handicapées et des Personnes âgées a assisté, le 8 avril 2006 à l'investiture du président BONI YAYI.
- ▶ La ministre déléguée à la Coopération, au Développement et à la Francophonie, Mme GIRARDIN, s'est rendue en visite officielle à Cotonou, le 9 février 2007.
- ▶ Le ministre de l'Immigration, de l'Identité nationale, de l'Intégration et du Co-développement, M. HORTEFEUX, a effectué une visite officielle à Cotonou, le 10 juin 2007.
- ▶ Enfin, Le président BONI YAYI a effectué une visite de travail en France du 18 au 20 juillet 2007. A cette occasion, il a été reçu par M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, et s'est entretenu notamment avec M. Brice Hortefeux, ministre de l'Immigration, de l'Identité nationale, de l'Intégration et du Co-développement ainsi qu'avec M. Jean-Marie Bockel, secrétaire d'Etat à la Coopération, au Développement et à la Francophonie.

Relations économiques

- ▶ Tant sur le plan des échanges commerciaux que sur le plan des investissements, la France demeure le principal partenaire économique du Bénin. Toutefois, malgré un excédent favorable en faveur de la France (167 millions d'euros en 2005), nos exportations régressent depuis quatre ans tandis que nos investissements marquent le pas à un niveau modeste (51 millions d'euros).
- ▶ De source statistique béninoise, la France, qui dispose en 2005 d'une part de marché de 18,4%, reste le premier fournisseur du Bénin. Selon les données des douanes françaises, le Bénin, qui a absorbé 0,05% des exportations françaises en 2005, occupe une place modeste dans le commerce extérieur de la France. Il n'est en effet classé qu'au 92ème rang (sur 228) de nos clients dans le monde mais représente néanmoins le 14ème client de la France en Afrique subsaharienne et son 9ème client en zone franc.
- ▶ Selon la Banque de France, notre pays détenait, en 2005, 51 millions d'euros d'investissements au Bénin qui se trouve ainsi placé au 91ème rang des pays d'accueil de nos investissements (soit 0,01% des stocks d'IDE détenus par notre pays à l'étranger). De source béninoise, la France, qui détiendrait encore près de 10% de l'IDE au Bénin, y resterait cependant le premier investisseur étranger. Les implantations françaises contribueraient même à plus de 15% au PIB du pays et assureraient plus de 15% de ses recettes fiscales. Toutefois, ce sont surtout les privatisations menées entre 1998 et 2002 qui ont conduit à l'arrivée de nouveaux acteurs français.

Coopération culturelle, scientifique et technique

- ▶ La coopération entre la France et le Bénin est de plus en plus harmonisée avec celle des autres partenaires au développement du Bénin. La France est au 6ème rang des contributeurs à l'aide extérieure du Bénin, après l'Union Européenne, la Banque mondiale (AID), le Danemark, l'Allemagne et les Etats-Unis (il convient néanmoins de préciser qu'en sus, la France contribue au Fonds européen de développement à hauteur de 25 %).
- ▶ Les axes stratégiques de la coopération entre la France et le Bénin sont définis par le document-cadre de partenariat (DCP), signé le 25 novembre 2005, à Paris, lors de la visite officielle de fin de mandat du président KEREKOU. Ce DCP couvre la période 2006-2010. Il recense environ 24 millions d'euros de « reste à décaisser » sur les projets et programmes en cours, et une enveloppe indicative de 100 millions d'euros d'engagements nouveaux sur la période. Le DCP s'inscrit en totale cohérence avec le document stratégique de réduction de la pauvreté (DSRP) du Bénin (période 2003-2005), et s'adaptera, en tant que de besoin, au DSRP-2 (période 2007-2009) en cours d'élaboration.

Par ailleurs, le service de coopération et d'action culturelle (SCAC) assure l'appui aux secteurs transversaux que sont la gouvernance démocratique et financière, la sécurité intérieure, l'enseignement supérieur, la culture et la francophonie.

Relations avec l'Union européenne

- ▶ L'Union européenne a salué, dans une déclaration du 6 avril 2001, le bon déroulement du scrutin présidentiel de mars à l'occasion duquel le peuple béninois a pu manifester sa volonté dans un esprit de responsabilité et de civisme. L'UE a également appelé les pouvoirs publics béninois dans leur ensemble à poursuivre l'approfondissement du processus démocratique engagé, par la mise en oeuvre effective des lois de décentralisation et à relancer avec détermination les autres réformes structurelles qui permettront de favoriser la croissance et de réduire la pauvreté.
- ▶ Les bonnes relations de coopération se traduisent par l'augmentation significative de l'enveloppe du 9ème FED (274 MEuros) par rapport au 8ème (120 MEuros) et au 7ème FED (93,8 MEuros). En 2001, l'aide de l'Union

européenne s'est élevée à 28 MEuros (14% de l'aide multilatérale totale). En octobre 2002, le Bénin et l'Union Européenne ont signé le protocole d'accord relatif au programme indicatif national du Fonds européen de développement, pour un montant de 180 milliards de francs CFA, destiné à accompagner le développement du Bénin durant les cinq prochaines années.

Post-scriptum :[\[http://www.cidr.org/puce.gif\]](http://www.cidr.org/puce.gif) [Carte du Bénin](#)